

Commentaire

« Il n'y a pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », Thucydide.

NUMÉRO 180 / HIVER 2022

ISSN 0810-8214

Gilles Andréani

L'Occident est-il responsable de la guerre d'Ukraine ?

Pour citer cet article :

Gilles Andréani, « L'Occident est-il responsable de la guerre d'Ukraine ? »,
Commentaire, n°180, Hiver 2022, p. 724 à 734.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Distribution électronique Commentaire SA.
© Commentaire SA. Tous droits réservés pour tous pays.
www.commentaire.fr

SUR LES BIENFAITEURS

Il est une dernière sorte d'amateurs qui méritent avec quelque raison d'être plus considérés que les autres, et qu'on peut regarder comme des protecteurs plus réels de la littérature; ce sont ceux qui cherchent à contribuer au progrès des sciences et des arts par leurs bienfaits. Je plains les gens de lettres à qui leur fortune rend nécessaire une ressource si triste et si dangereuse; c'est à eux de mettre au moins dans leur conduite tant de dignité et de noblesse que ce soit au bienfaiteur même à leur avoir obligation. «Je paie avec usure à votre père le bien qu'il m'a fait», disait Xénocrate à un de ses disciples; car je suis cause qu'il est loué de tout le monde.

Feu M. l'abbé de Saint-Pierre, se privant autrefois en faveur de M. Varignon d'une portion considérable de sa fortune, lui disait : «Je ne vous donne pas une pension, mais un contrat; parce que je ne veux pas que vous dépendiez de moi.» Espèce d'héroïsme bien digne d'être proposé pour modèle à tous les bienfaiteurs. Ce n'est qu'à ce prix qu'on mérite de l'être; mais combien peu voudraient d'un pareil titre à de pareilles conditions ?

Quelle leçon que l'exemple de M. l'abbé de Saint-Pierre pour certains bienfaiteurs souvent aussi avarés que vains, qui se croient les pères de la littérature pour quelques bienfaits très légers, fort au-dessous de leur fortune; et qu'ils prennent même le soin de divulguer secrètement ? Quand on oblige d'honnêtes gens, on doit laisser parler en eux la reconnaissance, elle sait s'imposer à elle-même des lois sévères. Mais les hommes sont si attentifs à saisir tout ce qui peut leur donner de la supériorité sur leurs semblables qu'un bienfait accordé est regardé pour l'ordinaire comme une espèce de titre, une prise de possession de celui qu'on oblige, un acte de souveraineté dont on abuse pour mettre quelque malheureux dans sa dépendance. On a beaucoup écrit et avec raison contre les ingrats, mais on a laissé les bienfaiteurs en repos, et c'est un chapitre qui manque à l'histoire des tyrans.

D'ALEMBERT, *Essai sur la société des gens de lettres et des grands* (1753).

L'Occident est-il responsable de la guerre d'Ukraine ?

GILLES ANDRÉANI

À première vue, la question paraît oiseuse. Je me souviens d'une conversation avec Pierre Hassner en 2014, au lendemain de l'occupation de la Crimée, au cours de laquelle je lui disais que l'élargissement de l'OTAN avait été une erreur vis-à-vis des Russes ; il m'avait répondu qu'on aurait pu regretter, au moment de Munich, le diktat de Versailles, l'humiliation des réparations, mais que ces réflexions seraient venues trop tard et n'auraient rien dit de ce qu'il fallait faire face à Hitler.

Il avait raison, et, si la question se pose néanmoins des fautes éventuelles de la diplomatie occidentale – c'est-à-dire principalement américaine – vis-à-vis de la Russie, ce n'est pas pour en déduire la conduite à tenir face à l'agression russe en Ukraine ou reconsidérer la nécessité d'y résister. C'est pour deux autres raisons.

G. A.

LA première est que, dans leur souci de trouver des excuses à la Russie, beaucoup avancent comme des évidences des thèses qui méritent un examen critique ; par exemple : « On n'a pas parlé à Poutine », ou « On n'a pas fait sa place à la Russie dans l'architecture de sécurité européenne », ou encore « Après la fin de la Guerre froide, l'Occident ne l'a pas aidée, elle lui a imposé une thérapie de choc qui l'a ruinée » et « Non contente de ruiner l'URSS, elle a encouragé sa division ». Certaines de ces thèses font directement écho aux griefs de Poutine, les deux dernières en particulier.

Des universitaires reconnus les ont reprises à leur compte, en particulier John Mearsheimer, qui a accusé l'Ouest d'être responsable de la guerre en Ukraine⁽¹⁾.

Ensemble, elles forment une espèce de musique, qui résonne particulièrement en France, et qui dit que, bien sûr, l'invasion de l'Ukraine est condamnable, mais qu'on ne s'était pas bien conduit envers les Russes et qu'ils avaient des raisons de se plaindre. Le contexte de la guerre pourrait inciter à ignorer ces thèses ; nous pensons que, si l'on se contente de les balayer comme autant d'excuses à l'agression, elles reviendront ; qu'il faut au contraire les analyser soigneusement, d'autant que la recherche historique sur la fin de la Guerre froide les éclaire à présent beaucoup mieux.

La seconde raison est que, même si, comme il est possible, l'échec russe en Ukraine entraîne la fin du règne de Vladimir Poutine, ces griefs continueront d'imprimer l'opinion russe. Son successeur, quel qu'il soit, devra les assumer. Si l'on veut réinsérer un jour la Russie, après son échec en Ukraine et après Poutine, dans un

(1) « Why the West is principally responsible for the crisis in Ukraine », *The Economist*, 19 mars 2022.

ordre international restauré, il faudra en tenir compte et voir comment on peut répondre à ceux de ces griefs qui seraient fondés.

La fin de la Guerre froide : les trois fautes imaginaires de l'Occident

Trois reproches sont principalement faits à l'Occident par Poutine : celui d'avoir encouragé la division de l'URSS; d'avoir ruiné et pillé la Russie; de ne pas lui avoir fait sa place dans l'architecture européenne de sécurité. Ils se rapportent tous à la période qui va de la fin de la Guerre froide à la fin de la présidence Eltsine, c'est-à-dire à la décennie 1989-1999. Elle fut pour la Russie une décennie misérable, marquée par un triple traumatisme : le recul géopolitique représenté par l'éclatement de l'URSS et le sort des vingt millions de Russes qu'il avait laissés hors des frontières de la Russie, dont plus de la moitié durent s'y réfugier au cours de ces dix années; l'effondrement économique, marqué par une baisse du PIB de 20 % en 1991 par rapport au niveau de 1989, qu'il ne retrouva qu'en 1997 pour entrer l'année d'après dans une nouvelle récession (-5 %); enfin, l'humiliation de la pauvreté et de la corruption d'un système politique décomposé, et d'un chef, Eltsine, qui prêtait à rire.

De tout cela, en quoi l'Occident serait-il responsable? Il faut d'emblée écarter le premier grief, répété à de nombreuses reprises par Poutine : loin de favoriser l'éclatement de l'URSS, il a cherché à le freiner. Jusqu'en août 1991, la priorité donnée à l'unification allemande, la crainte de déstabiliser Gorbatchev au profit d'une dictature ou d'un régime militaire conduisent les Occidentaux non seulement à ne pas encourager les forces centrifuges en URSS, mais à les décourager activement. En avril 1990, Mitterrand et Kohl écrivent à Landsbergis pour le persuader de différer l'indépendance de la Lituanie, alors même que les premières élections libres viennent de donner des majorités écrasantes aux fronts nationaux indépendantistes dans les pays baltes. Bush approuve l'initiative, et fait passer aux Baltes un message dans le même sens. Thatcher est sur la même ligne.

Même chose vis-à-vis de l'Ukraine : dans un discours au Parlement ukrainien en août 1991, Bush déclare qu'il faut préférer la démocratie à l'indépendance :

Nous soutiendrons ceux qui, au centre et dans les républiques, aspirent à la liberté, à la démocratie et à une économie libre. (...) Les États-Unis ne soutiendront pas ceux qui veulent l'indépendance pour remplacer une tyrannie lointaine par un despotisme local. Ils n'aideront pas ceux qui promeuvent un nationalisme suicidaire basé sur la haine ethnique.

À la crainte d'un coup d'État à Moscou s'est ajoutée depuis le printemps chez les Occidentaux la hantise d'une guerre civile dans l'espace soviétique à l'imitation de la Yougoslavie, à laquelle le discours de Bush fait une référence transparente.

On sait aujourd'hui qu'il y a eu débat au sein de l'administration américaine. Dick Cheney, secrétaire à la Défense, a proposé de favoriser activement la division de l'URSS, et le Président Bush a tranché contre cette option. Partout à l'Ouest, on a préféré l'existant, l'URSS en cours de démocratisation de Gorbatchev, à l'inconnu, l'indépendance des républiques; on s'est montré favorable à sa reconstitution sous la forme de la Communauté des États indépendants. Ce n'est que lorsqu'elle s'est avérée sans remède que l'Ouest s'est résigné à la division de l'URSS; il a alors favorisé la dévolution à la seule Russie des attributs de souveraineté de l'URSS, siège au Conseil de sécurité et armes nucléaires.

L'Occident a-t-il pris part à l'effondrement économique de l'URSS, à la crise économique russe des années 1990, aux privatisations sauvages et à la dilapidation des actifs russes? C'est là une autre fable. L'économie administrée de l'URSS était totalement décomposée au début de l'année 1992, quand le gouvernement russe a eu à décider des modalités du passage à l'économie de marché, entre les partisans d'une transition rapide sur le modèle de la thérapie de choc polonaise (Gaïdar et Tchoubais, conseillés jusqu'en 1993 par Jeffrey Sachs) et ceux d'une transition progressive reposant sur une combinaison d'économie administrée et libéralisée. L'équilibre, ou plutôt les va-et-vient entre ces deux approches, à propos desquelles les Russes étaient divisés, a essentiellement dépendu d'eux.

Au début des années 1990, des leviers essentiels, la monnaie et le budget, faisaient défaut à la Russie. Dans ces conditions, les intervenants extérieurs – le G7, l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale – ont eu un rôle limité. Les conditionnalités mises par le FMI aux quelque vingt milliards de dollars prêtés à la Russie de 1992 à 1998 ont moins porté sur la «libéralisation» de l'économie que sur la

restauration de l'État russe dans ses fonctions budgétaires, fiscales et monétaires fondamentales.

Le monde extérieur n'a eu aucune part au processus de privatisation, qui s'est déroulé en deux temps sous l'égide de Tchoubaï : d'abord la distribution gratuite aux citoyens de bons convertibles en actions, bientôt rachetés à vil prix par ceux qui allaient devenir les oligarques ; puis la cession à bas coût à ceux-ci des fleurons de l'économie russe, dans le cadre d'un schéma « actions contre prêts » visant à compenser l'effondrement des recettes fiscales de l'État russe, et qui a donné lieu aux pires abus. Ces deux processus ont été réservés aux acteurs économiques russes, les étrangers étant exclus.

L'aide à la Russie coordonnée par le G7 pour accompagner sa transition économique aurait pu être plus généreuse. Les Occidentaux étaient divisés sur son montant et ses conditions : 80 % de l'aide a été européenne et surtout allemande, les États-Unis (comme le Royaume-Uni) conditionnant une aide éventuelle de leur part à la réalisation préalable des réformes. La décennie s'est néanmoins conclue, à l'occasion de la crise financière de 1997-1998, par une intervention positive du FMI, accompagnée d'une remise de la dette russe qu'on peut estimer généreuse.

Enfin, la Russie a-t-elle été marginalisée au sein des institutions multilatérales et privée de sa juste place dans l'architecture européenne de sécurité ? La définition de cette architecture, au lendemain de la Guerre froide, n'a pas tant opposé l'URSS, puis la Russie, aux Occidentaux que ces derniers entre eux : d'un côté la France de Mitterrand, soucieuse de valoriser l'Union européenne issue du traité de Maastricht et les institutions paneuropéennes (l'OSCE et la confédération qu'elle projetait), de l'autre les États-Unis et la Grande-Bretagne, décidés à préserver le rôle de l'OTAN.

C'est l'Allemagne qui a arbitré ce débat, lequel était aussi un débat interne allemand, entre Genscher, partisan d'un Conseil de sécurité européen auquel aurait participé l'URSS, et Kohl, qui voulait réaffirmer l'ancrage atlantique de l'Allemagne unifiée. C'est ce dernier point de vue qui a prévalu, Kohl l'emportant sur Genscher, et l'entente germano-américaine sur le point de vue français, à l'occasion du sommet de l'OTAN de Londres de juillet 1990.

Pendant, le fait notable dans ce débat est que l'URSS finissante, puis la Russie, tout en plaidant pour une architecture qui les inclue,

n'ont quasiment pas mis sur la table de propositions visant à définir de nouveaux arrangements de sécurité auxquels ils auraient eu part à l'échelle de l'Europe élargie. En pratique, ils se sont satisfaits, du moins en apparence, des institutions existantes et des canaux de coopération qui leur ont été offerts par leurs partenaires. Il faut reconnaître que ceux-ci, dans les années 1990, ont fait à la Russie sa place dans des structures de décision importantes : elle copréside ainsi le processus de paix israélo-arabe ouvert à Madrid en 1991 ; elle participe au groupe de contact qui préside à la négociation sur les conflits en Croatie et en Bosnie-Herzégovine ; elle est admise au G7, qui devient le G8 (sauf pour les questions financières) en 1997. Bien sûr, il y a dans tout cela parfois plus d'apparence que de participation effective à la décision, mais l'Ouest n'en a pas moins tenu à maintenir ainsi à la Russie son rôle et son rang.

Si on peut lui reprocher quelque chose, c'est d'avoir identifié sa politique russe au soutien du leader du moment, jusqu'à l'excès : son appui à Gorbatchev a empêché l'Occident de percevoir la force des tendances centrifuges à l'œuvre en URSS ; il a soutenu Eltsine au-delà du raisonnable, malgré la crise de 1993 (la prise d'assaut par l'armée du Parlement russe que dominait une majorité communiste et nationaliste qui refusait la dissolution illégale prononcée par le Président russe) ; et malgré la guerre de Tchétchénie de 1994-1996, déclenchée par Moscou et qui fit 100 000 morts.

Le mythe du « On n'a pas parlé à Poutine »

Au cours de ses deux mandats, de 1993 à 2001, Clinton a rencontré vingt-trois fois son homologue russe, Eltsine jusqu'en 1999, puis Poutine au cours de la dernière année de son mandat (les leaders, soviétiques puis russes, et les Présidents américains s'étaient rencontrés vingt-six fois en un demi-siècle depuis 1945). Poutine et Bush se sont vus vingt fois, Poutine et Obama dix-sept, en dépit du fait que, de 2008 à 2012, c'est Medvedev qui était à la tête de l'État russe.

Eltsine et Clinton avaient développé un rapport chaleureux et disaient s'apprécier ; il en a été de même de Bush et Poutine. Obama, de tempérament plus distant, a dit néanmoins avoir établi une bonne relation avec Poutine, qu'il a jugé « d'une politesse scrupuleuse, et très franc ».

Après l'occupation de la Crimée en 2014, leurs contacts se sont poursuivis. Enfin, Trump a eu cinq rencontres avec Poutine en quatre ans. À ces chiffres, il faut ajouter les échanges téléphoniques ou par visioconférence, une dizaine durant la présidence Trump.

On n'a mentionné que les échanges avec les Présidents américains, ceux qui comptent le plus pour les leaders russes, sur le fond et pour l'image de grande puissance à parité avec la première qu'ils confèrent à leur pays. Il faudrait y ajouter les multiples rencontres avec les dirigeants européens, souvent mises en scène de façon à marquer une proximité choisie avec Poutine, comme lorsqu'il fut reçu en août 2019 à Brégançon par Emmanuel Macron.

Il est donc clair qu'on n'a cessé de parler à Poutine. A-t-on vraiment entendu son point de vue ? Sur cette question, il faut s'arrêter un instant sur la présidence Obama, et sa politique de *reset* (« nouveau départ ») avec la Russie, lancée en 2009 pour améliorer une relation dégradée l'année précédente par plusieurs problèmes : l'indépendance du Kosovo, la crise géorgienne et le déploiement projeté par Bush en Europe d'un bouclier antimissile dont les Russes craignaient qu'il ne dévalorise leur capacité de dissuasion.

Le *reset* fut critiqué, en particulier par les Républicains qui accusèrent Obama de naïveté. En tout état de cause, il s'interrompit en 2014 avec l'occupation de la Crimée et les sanctions américaines qui y répondirent. Mais le fait est qu'il avait produit des résultats : le déploiement et le type des intercepteurs antimissile du projet Bush ont été modifiés, de façon à ce qu'ils ne puissent pas affecter les missiles stratégiques russes ; la Russie a été admise en 2012 à l'OMC, adhésion à laquelle elle aspirait depuis dix ans et qui ne se justifiait pas ; la coopération nucléaire civile entre les deux pays a repris ; ils ont conclu un nouveau traité de limitation des armes stratégiques et travaillé ensemble à trouver une solution à la question du programme nucléaire iranien. Au total, la relance des relations américano-russes a été effective, et les Russes entendus sur plusieurs points d'importance pour eux.

À propos de la Crimée elle-même, on a beaucoup dit que Poutine ne s'attendait qu'à une réponse symbolique de l'Occident et que les sanctions économiques américaines et celles, personnelles, visant son entourage ont été excessives. La réalité est autre, telle du moins qu'elle ressort du bilan de sa politique étrangère qu'Obama a livré

dans un entretien resté célèbre à *The Atlantic*⁽²⁾ : on y trouve principalement condescendance et fatalisme à l'égard de la situation de l'Ukraine, et un désir transparent de ne pas se mêler de cette affaire, qu'il minimise. Sur l'invasion de la Crimée, il commente : « La vraie puissance consiste à obtenir ce qu'on veut sans recourir à la violence. La Russie était beaucoup plus puissante quand l'Ukraine avait l'air d'un pays indépendant, mais était une kleptocratie dont il [Poutine] pouvait tirer les ficelles » ; et, plus loin : « Le fait est que l'Ukraine, qui est un pays non-membre de l'OTAN, va rester vulnérable à la domination militaire russe, quoi que nous fassions. »

Ce n'est évidemment pas là le langage d'un Président obsédé par l'Ukraine et désireux de tirer prétexte de la Crimée pour isoler ou punir la Russie.

Kosovo, Afghanistan, Irak, Libye : l'interventionnisme militaire de l'Occident

L'affaire du Kosovo apparaît dans de nombreuses interventions de Poutine, et figure en bonne place dans les justifications de l'annexion de la Crimée et de la guerre d'Ukraine. Pour les Russes, elle constitue un précédent : celui d'un changement des frontières obtenu par la force. Que faut-il en penser ? La campagne aérienne de l'OTAN contre la Serbie, en mai-juin 1999, déclenchée sans l'autorisation du Conseil de sécurité, a marqué un tournant dans la relation russo-occidentale. Hostiles au recours à la force contre les Serbes, les Russes ont manifesté leur mécontentement par la voix de Primakov, ministre des Affaires étrangères, tenant d'une politique étrangère moins centrée sur l'Ouest et davantage dirigée vers l'Asie et le Moyen-Orient, tendances qui allaient ensuite se concrétiser sous Poutine.

Ils n'en ont pas moins aidé l'OTAN à sortir d'une opération à l'issue incertaine : en disant en mai à Milošević qu'il ne pourrait pas compter sur leur soutien, et en permettant l'adoption de la résolution 1244 du Conseil de sécurité, qui autorisait le déploiement d'une force de l'OTAN sous mandat de l'ONU au Kosovo, tout en garantissant l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie. À ce point de l'affaire, on pouvait sans doute surmonter les

(2) J. Goldberg, « The Obama doctrine », *The Atlantic*, avril 2016.

divisions sur le Kosovo et en faire un incident de parcours dans les relations entre la Russie et l'Occident.

La vraie rupture intervient neuf ans plus tard, avec l'indépendance du Kosovo, reconnue en juillet 2008 par une majorité des Occidentaux, aujourd'hui encore refusée par d'autres, comme l'Espagne, ainsi que par les grands pays émergents. C'était peut-être, sur le plan pratique, la seule sortie possible après des années de vaine négociation durant lesquelles ni la Serbie ni la Russie ne s'étaient jamais engagées avec sérieux. On n'allait pas rendre le Kosovo à la Serbie après ce qui s'y était passé ! Mais c'était ignorer le compromis avec la Russie, qui avait servi de base à la résolution 1244 et ses dispositions relatives à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Dans cette affaire, l'Ouest n'a tenu aucun compte des préoccupations russes et a préféré passer en force. La Russie en tirera argument pour reconnaître en août l'indépendance des deux provinces géorgiennes séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, dans le contexte de la tentative de la Géorgie de restaurer son contrôle sur la première de ces provinces par la force.

Les campagnes d'Afghanistan et d'Irak, en 2001 et 2003, n'ont pas eu le même impact sur la relation américano-russe. La Russie a grandement aidé les États-Unis lors de la campagne d'Afghanistan, en mettant à leur disposition ses bases autour du pays et ses relais locaux, notamment auprès de l'Alliance du Nord. On assiste alors à un moment d'idylle entre Poutine et Bush (George W.), qui a dit avoir vu dans ses yeux l'âme du Président russe, et l'avoir trouvé « franc et digne de confiance ». Face à l'invasion de l'Irak de 2003, le souci de maintenir de bonnes relations avec l'Amérique et de sauver leurs intérêts dans le pays conduit les Russes à ne s'opposer que pour la forme à la guerre, à la différence des Français. La débâcle de l'armée irakienne, qu'ils ont formée et équipée, est néanmoins une leçon amère pour eux, qui les poussera à tenter de moderniser et de professionnaliser leur armée.

Enfin, c'est à l'occasion de l'opération aérienne en Libye de 2011 que s'exprimera de la façon la plus claire l'irritation de Poutine devant l'interventionnisme occidental (il parle d'un « appel médiéval à la croisade »); ce faisant, il désavoue publiquement Medvedev, Président à l'époque, qui a donné son aval à la résolution 1973 du Conseil de sécurité autorisant

l'opération. La durée de la campagne aérienne (plusieurs mois), le changement de ses objectifs, passés de la protection de la population au soutien aux insurgés libyens, son double résultat, un changement de régime à Tripoli et l'exécution de Kadhafi, laisseront une trace durable dans l'esprit de Poutine.

C'est de ce moment que se construit, dans son discours, une narration qui met bout à bout les quatre interventions que nous venons d'évoquer pour y voir la marque du « deux poids, deux mesures », de la propension à employer la force et de l'impérialisme de l'Occident – narration très éloignée des nuances et compromis diplomatiques avec lesquels la diplomatie russe avait, en réalité, réagi à chacun de ces épisodes.

Cette narration pose, dans le contexte de la guerre d'Ukraine, trois problèmes à l'Europe et aux États-Unis. D'abord, vraie ou fausse, elle résonne largement dans l'opinion mondiale et reconstruit, entre la Russie, la Chine, l'Inde, la Turquie et les pays issus de la colonisation, une sensibilité commune qui rappelle l'alliance entre le camp socialiste et les non-alignés du temps de la Guerre froide. Ensuite, elle sert aux plus ambitieux de ces pays à justifier leur propre interventionnisme et leur expansionnisme militaire. Enfin, elle contribue à excuser la guerre d'Ukraine : « Les Russes font-ils autre chose que ce que les Américains ont fait en Irak en 2003 ? »

À cette question, il faut répondre « non », tout en reconnaissant que ce n'est pas si facile. Guerre préventive dans les deux cas, objectifs démesurés et nébuleux, fiasco stratégique causé par des évaluations arrogantes, et justifications erronées sinon mensongères : il faut admettre qu'il y a des ressemblances.

Cependant, le projet américain de restructurer le Moyen-Orient en détruisant la tyrannie sanguinaire de Saddam Hussein n'est pas la guerre de conquête pure et simple que mène la Russie en Ukraine contre un gouvernement démocratiquement élu. Entre les accusations imaginaires par lesquelles on a justifié ces deux guerres, le « soutien de l'Irak à Al-Qaïda » et les « armes de destruction massive irakiennes » d'un côté, le « régime fasciste de Kiev » et le « génocide des Russes du Donbass » de l'autre, il y a une différence non seulement de degré mais de nature.

La plupart des Américains et Bush lui-même croyaient de bonne foi que l'Irak de Saddam Hussein était un danger pour la sécurité de la

région, favorisait le terrorisme et cherchait à se doter d'armes de destruction massive. Les énormités de la propagande russe sont d'une autre nature; elles procèdent de cette inversion des signes dont l'objectif n'est pas d'être cru, mais de rendre impossible toute distinction entre la vérité et le mensonge, afin de soustraire ses actions non seulement à la critique, mais à l'épreuve des faits. Il y avait chez Bush l'arrogance du plus fort; chez Poutine, il y a la perversité nihiliste de la surréalité soviétique.

La décennie 1990, qui fut celle de la bulle Internet, fut aussi celle d'une exubérance irrationnelle de l'Ouest sur le plan stratégique. Elle a conduit l'Amérique et ses alliés à voir le monde partagé entre un centre pacifique qui se devait d'intervenir pour ramener l'ordre mondial et une périphérie instable, quitte à contourner les règles qui encadrent le recours à la force, comme au Kosovo ou en Irak.

Les pays de la périphérie sont aujourd'hui davantage à même de s'opposer aux incursions étrangères, alors que l'appétit pour y intervenir faiblit au centre. Des puissances comme la Russie et la Chine en passant par la Turquie s'appuient sur les précédents créés par l'Occident durant les vingt années qui ont suivi la Guerre froide et sur l'érosion des normes internationales pour revendiquer à leur tour le droit de projeter leur puissance à leur gré pour défendre leurs intérêts.

Cette dynamique n'explique ni ne justifie l'invasion de l'Ukraine. Elle a cependant créé un contexte favorable à cette entreprise, dont la Russie espérait limiter l'impact auprès des puissances émergentes et dans le tiers-monde. Le niveau élevé d'abstention parmi les votes de l'assemblée générale de l'ONU condamnant l'agression russe, ainsi que la complaisance de la Chine et de l'Inde, ont répondu assez largement à cet espoir.

L'élargissement de l'OTAN : de l'improvisation stratégique à la prophétie autoréalisatrice

L'élargissement de l'OTAN est le principal grief des Russes envers les États-Unis et leurs alliés; c'est aussi, et de loin, le plus justifié. Quel qu'en fût le bien-fondé du point de vue des membres historiques de l'OTAN et de ses nouveaux adhérents, il ne pouvait pas être un choix anodin du point de vue des Russes : dès le départ, ils l'ont considéré comme le reniement

de la parole donnée par l'Ouest au moment de l'unification allemande, comme une façon pour lui d'abuser de leur faiblesse stratégique et, en tout état de cause, comme une humiliation. C'est pour eux une position constante : Eltsine l'avait dit à Clinton en 1995 de la façon la plus nette; elle fait l'objet en Russie d'un quasi-consensus.

Le débat historique, amplement documenté⁽³⁾, sur la question de savoir si les Occidentaux avaient pris l'engagement de ne pas élargir l'OTAN à l'Est dans le contexte des négociations sur l'unification allemande est, à présent, à peu près tranché. Les négociateurs américains, principalement James Baker, ont rejeté les demandes initiales des Soviétiques tendant à dissoudre les deux alliances, ou à ce que l'Allemagne soit réunifiée hors de l'OTAN. Ils ont fait l'offre que la «zone de l'OTAN» ou sa «juridiction» ou encore sa «juridiction militaire» – plusieurs termes ont été utilisés dans la négociation – ne s'étende pas à l'Est au territoire de l'ex-RDA, Baker précisant d'une formule restée fameuse, «pas d'un pouce». C'est sur cette base qu'un accord oral s'est fait en février 1990 avec Gorbatchev, et qu'il a pour la première fois accepté la réunification.

Cet accord, ni détaillé ni consigné sur le moment dans un document commun, ne s'est néanmoins pas traduit par d'autre engagement formel que celui du traité du 12 septembre 1990 portant règlement définitif relatif à l'Allemagne, qui prévoit que ne pourront être stationnées ou déployées sur le territoire de l'ex-RDA ni forces étrangères ni armes nucléaires. L'Allemagne entière appartenait bien à l'OTAN, même si ces deux aspects essentiels de son dispositif militaire ne devaient pas être étendus au-delà de l'ancienne frontière interallemande.

L'OTAN, en s'élargissant à la Pologne, la Hongrie et la République tchèque en 1997, n'a donc pas manqué à un engagement formel; mais, en remplissant le vide laissé par le retrait des Russes, elle a manqué à l'esprit des arrangements conclus en 1990, qui était que «l'Ouest ne tirerait pas d'avantage unilatéral de la situation», assurance donnée par Baker à Gorbatchev.

Pourquoi l'administration Clinton, qui avait mis en place en 1994 un programme de coopération ouvert à tous, y compris aux Russes – le

(3) Voir M. E. Sarotte, *Not One Inch. America, Russia and the Making of Post-Cold War Stalemate*, New Haven, Yale University Press, 2021, le point le plus complet sur les négociations sur l'unité allemande et sur l'élargissement ultérieur de l'OTAN.

«Partenariat pour la paix», programme qui permettait de gagner du temps et évitait de heurter la Russie –, a-t-elle choisi en quelques mois d'emprunter le chemin de l'adhésion? Ce choix a été plus improvisé que réfléchi : les demandes des États concernés ont naturellement pesé ; la pression des Républicains à l'approche des élections de 1996 a joué un rôle, tout comme le désir de l'administration Clinton de montrer que les Démocrates pouvaient, eux aussi, réaliser un grand projet diplomatique (Bush avait fait l'unité allemande, ils feraient l'élargissement de l'OTAN). Les considérations de politique intérieure, le vote dans l'Illinois, l'Ohio et le Wisconsin ont joué leur rôle, comme l'explique Clinton à Eltsine en mai 1995 en lui citant ingénument ces trois États denses en électeurs originaires d'Europe centrale.

On pourrait dire que les Russes s'en sont accommodés : en même temps que l'adhésion de ces trois pays a été conclue en 1997 un «acte fondateur OTAN-Russie», qui promet des consultations entre les deux parties, et, plus important, transpose aux nouveaux membres, sous la forme d'un engagement unilatéral de l'OTAN, les restrictions militaires applicables au territoire de l'ex-RDA : n'y seront stationnées ni armes nucléaires ni forces permanentes «importantes» d'autres alliés.

Cependant, ces restrictions, qui visaient à manifester à la Russie que l'élargissement de l'OTAN était un acte politique d'inclusion plus qu'une préparation militaire, ne serait-ce que défensive, à son endroit, ne réglaient pas les dilemmes de l'élargissement : les nouveaux membres, qui avaient adhéré pour se protéger d'une résurgence possible de la menace russe, entendaient bien donner un contenu militaire à leur participation à l'alliance ; la structure militaire et la bureaucratie de l'OTAN y inclinaient, car c'était leur raison d'être ; plus la Russie allait s'irriter de l'élargissement de l'OTAN et le manifester par des déclarations agressives, plus celui-ci allait apparaître justifié après coup et devenir une prophétie autoréalisatrice ; et, surtout, s'il était facile de commencer à élargir l'OTAN, il était beaucoup plus difficile de savoir où s'arrêter.

Tout en poursuivant son élargissement, l'OTAN répétait qu'il n'était dirigé contre personne et répudiait le concept de zones d'influence, dans des déclarations que les Russes n'ont pu trouver que condescendantes et hypocrites. Le problème était que ceux qui ne

devaient jamais rentrer dans l'OTAN risquaient d'être relégués *ipso facto* dans la zone d'influence des Russes, lesquels pouvaient se dire : «D'accord, ça, c'est à eux, le reste est à nous.»

Conscients du risque que l'élargissement ne diminue ainsi la sécurité des pays qui resteraient à l'écart, les Américains firent adopter au début des années 2000 une «politique de la porte ouverte», qui affirmait que l'OTAN n'excluait *a priori* aucun pays européen. Cette formule, répétée à l'envi, est devenue une espèce de mantra. Elle a accru la méfiance des Russes sans améliorer en rien la sécurité des États concernés, au contraire : il était évident que l'OTAN ne pourrait inclure des pays aussi proches de la Russie à tous égards que l'Ukraine et la Géorgie sans mettre directement en cause ses intérêts et provoquer une grave crise avec elle. Leur faire miroiter cette perspective ne pouvait que leur donner un faux sentiment de sécurité, tout en déterminant les Russes à l'empêcher par tous les moyens ; cette combinaison contribuera à la crise géorgienne de 2008.

On ne sait pourquoi, en dépit de ces évidences et des avertissements de leurs alliés et de leur administration, George W. Bush et Condoleezza Rice choisirent de transformer l'horizon indéfini de la «porte ouverte» en un processus concret comprenant un «plan d'action vers l'adhésion» pour l'Ukraine et la Géorgie au sommet de Bucarest de 2008. Personnalités l'une et l'autre peu inspirées et obstinées, elles ont sous-estimé les implications stratégiques hasardeuses de ce projet, heureusement bloqué par l'Allemagne et la France à Bucarest. Elles ont malheureusement laissé subsister, dans le communiqué du sommet, la phrase : «L'Ukraine et la Géorgie seront un jour membres de l'OTAN», consolation pour les Américains et annonce sans impact à horizon prévisible malgré sa formulation impérieuse. Cette phrase n'empêcha d'ailleurs pas Poutine, présent à Bucarest, de se réjouir publiquement du résultat du sommet ; mais elle laissait subsister une menace pour l'avenir qui empêchait de rassurer pleinement les Russes, et un prétexte dont ils se saisirent lors de la crise ukrainienne.

Au terme de ces développements, il faut se demander si l'élargissement de l'OTAN a contribué au déclenchement de la guerre d'Ukraine. Qu'il ait contribué sur le long terme à dégrader les relations russo-occidentales n'est pas douteux ; que les Russes aient considéré toute perspective sérieuse d'adhésion de l'Ukraine et

de la Géorgie comme une grave atteinte à leurs intérêts essentiels, non plus; que l'administration Bush ait sérieusement cherché à pousser ce projet aventureux n'est, hélas, que trop vrai. Les inquiétudes et le ressentiment suscités par l'élargissement sont sans doute une cause indirecte de la guerre d'Ukraine.

Cependant, on ne saurait y voir une cause directe; le dossier avait bel et bien été refermé à Bucarest, et les Russes, qui ont une bonne diplomatie, le savaient parfaitement. Ni Obama ni Trump n'avaient cherché à le rouvrir. Biden, un des partisans les plus engagés de l'élargissement de l'OTAN à la fin des années 1990, n'avait pas mentionné le sujet dans son programme de politique étrangère de 2000, ni dans ses premières directives stratégiques publiées en mars 2021. Tous avaient dit qu'ils ne reconnaîtraient pas à la Russie de droit de veto sur un éventuel élargissement de l'OTAN, mais sans exprimer aucune intention de rouvrir la question de l'Ukraine et de la Géorgie.

On ne peut qu'en conclure qu'en demandant, en décembre 2021, que les Américains renoncent par traité à élargir l'OTAN à l'Ukraine, Poutine ne faisait qu'ajouter un refus certain de leur part au dossier des demandes russes non satisfaites qui lui servirait à déclencher la guerre.

La cause la plus vraie

La première guerre préventive de l'histoire fut la guerre du Péloponnèse, dont Thucydide nous dit que «la cause la plus vraie» fut la montée de la puissance d'Athènes et la crainte qu'elle inspirait aux Lacédémoniens. Ce qu'on a vu, lors de la montée vers la guerre, entre juillet 2021 et février 2022, est comparable : l'appréhension de Poutine devant un processus de séparation de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie qu'il jugeait contre nature au regard de leur histoire commune, et qu'il s'est donné pour mission d'arrêter, au besoin par la force, avant qu'il ne soit trop tard. Appréhension de long cours, qui remonte à la dissolution de l'URSS, à la révolution orange de 2004, à Maïdan, au renversement et à la fuite honteuse de Ianoukovitch en 2014, un enchaînement dont Poutine s'est promis de prévenir l'issue.

Dans cet enchaînement, qui le laisse fondamentalement incrédule, Poutine ne veut voir que le jeu des forces extérieures, la main malfaisante de l'Occident et de forces nationalistes étrangères à l'identité profonde de l'Ukraine, qu'il estime

russe. Il ne veut voir ni les dynamiques à l'œuvre dans la société ukrainienne, qui vit dans un État indépendant depuis presque quarante ans et perd naturellement la mémoire et l'envie d'une coexistence avec la Russie dans une communauté politique dirigée depuis Moscou; ni les responsabilités propres de la Russie, dont la condescendance envers les Ukrainiens et l'intrusion abusive dans leur existence nationale ont puissamment contribué à les détacher d'elle – processus que l'agression russe a parachévé.

Rien d'étonnant, donc, à ce qu'il ait blâmé l'Occident de l'autonomisation croissante de l'Ukraine et des tensions qui l'ont accompagnée, comme il le blâme aujourd'hui de ses échecs militaires.

Au bout du compte, la cause essentielle de la guerre d'Ukraine est double : il y a le refus de la Russie de voir s'éloigner l'Ukraine, sous l'effet d'une autonomisation sociétale et politique vis-à-vis de la Russie dont Poutine a voulu prévenir l'aboutissement; il y a la nature du régime poutinien, l'autoritarisme et la violence, aggravés par un isolement et une méfiance devenus pathologiques, et qui le conduisent à la décision insensée d'envahir l'Ukraine : sans ces facteurs internes, la guerre n'est pas possible.

À la consolidation de l'indépendance ukrainienne, qui est bien le motif de fond de Poutine, quelle part a prise l'Occident ? Est-il allé au-delà du jeu normal des influences et de l'attraction pacifique entre États, pour chercher activement à contrecarrer la Russie et supplanter sa présence légitime en Ukraine ? A-t-il joué avec le feu ?

Sur le plan militaire, l'Ouest a longtemps manifesté une retenue certaine et sa volonté de ne pas aggraver le conflit a été patente; ce n'est qu'en 2017, trois ans après l'occupation de la Crimée, que les États-Unis ont accepté de livrer des armes létales à l'Ukraine (des armes légères), après que l'administration Obama l'eut constamment refusé.

Dans leurs relations avec l'Ukraine, les Américains et les Européens ont commis des erreurs : les premiers ont cherché, de façon symétrique aux Russes, à identifier les leurs parmi le personnel politique ukrainien, et leur ont apporté un soutien ouvert, jeu illusoire et ingrat pour ceux qui s'y sont livrés. Il a culminé en 2014 autour de la crise de Maïdan où la présence américaine s'est faite trop visible; dans cet épisode, l'Union européenne a aussi sa part de maladresse; elle a négocié l'accord d'association de 2014 avec

l'Ukraine sans égard pour les conséquences sur la Russie, l'impossibilité d'étendre à l'Ukraine l'union eurasiatique que patronnait Moscou.

Cette interférence extérieure dans la politique ukrainienne a sensiblement décliné depuis lors. Dans les élections de 2019, entre Porochenko et Zelensky, il était difficile de situer les intérêts de la Russie et de l'Ouest. Le premier avait défendu l'indépendance de l'Ukraine face aux Russes dans le Donbass, mais c'est la corruption et la médiocre performance économique du pays qui furent les principales causes de sa défaite, qui fut sans appel. Zelensky, qui n'avait aucune affiliation politique et avait fait campagne sur le thème de l'unité nationale, n'était le candidat de personne et l'on pensait qu'il pourrait travailler avec les Russes, ce qu'il était prêt à faire. Rien ne le destinait *a priori* à incarner l'indépendance de l'Ukraine dans la résistance à la Russie.

On a reproché à la France et à l'Allemagne de ne pas avoir forcé l'Ukraine à mettre en œuvre les accords de Minsk II. C'est injuste. Ils ont pensé qu'après les résistances de Porochenko, Zelensky progresserait dans ce sens, et ils ont organisé une séance de négociation à Paris en décembre 2019, qui est restée l'unique rencontre entre Poutine et Zelensky. Elle a débouché sur un échange de prisonniers et le plus long cessez-le feu du conflit du Donbass, mais pas d'accord au fond.

Les tensions qui ont repris par la suite du fait des deux camps et le refus de Poutine de rencontrer Zelensky ont eu raison de ces efforts. Il n'était pas possible aux intervenants extérieurs, quelle que fût leur bonne volonté, de rapprocher leurs points de vue, alors qu'une nouvelle escalade s'était produite sur le terrain en 2021.

*
* *

L'Ouest n'a pas causé la guerre d'Ukraine. Vladimir Poutine, sa lecture complotiste de l'histoire, le durcissement de son régime et sa volonté obsessionnelle de réparer les torts, pour la plupart imaginaires, faits à la Russie en sont seuls responsables.

Parmi les griefs russes, ceux relatifs à la fin de la Guerre froide ne résistent pas à l'examen. On a parlé à Poutine : tout du long, on a cherché à dialoguer avec lui, comme on l'avait fait avec ses prédécesseurs, et peut-être au-delà de ce qui était raisonnable.

Les fautes de l'Ouest les plus avérées remontent à la période d'euphorie qui a suivi le règlement de la Guerre froide, ainsi qu'à la présidence Bush. Dans les années 1990, l'excès d'assurance, pour ne pas dire l'arrogance, de l'Occident a rendu plus instables et moins confiantes ses relations avec la Russie. Il en paye aujourd'hui le prix auprès des grandes puissances émergentes ; la Russie s'en trouve moins isolée qu'elle ne devrait.

Les erreurs de l'administration Bush, la tentative d'enclencher le processus d'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN et le projet de bouclier antimissile en Europe centrale ont dégradé les relations avec la Russie et avivé la méfiance de Poutine.

Cependant, sous Obama, le *reset* a produit des effets positifs sur la relation russo-américaine ; sur la fin, l'Ouest a répondu somme toute avec modération à la prise de contrôle de la Crimée par les Russes, et c'est avec prudence qu'il a réagi à la crise du Donbass, à laquelle il a essayé de trouver une solution négociée et qu'il a cherché à ne pas aviver.

Au total, la plupart, les plus graves en tout cas, des griefs faits à l'Ouest à l'occasion de la guerre d'Ukraine ne correspondent pas à la réalité historique ; ils ont été magnifiés et controués par la propagande russe.

Il reste cependant deux sujets, l'un qui concerne directement la Russie, l'autre de portée plus générale, qui sont à l'origine d'un déséquilibre dans nos relations avec elle et avec les grandes puissances émergentes : l'élargissement de l'OTAN et l'interventionnisme militaire occidental.

Le premier a changé de nature avec la guerre d'Ukraine : l'OTAN va s'élargir à la Suède et à la Finlande, mais plus personne à l'Ouest ne parle d'y faire entrer l'Ukraine. Nul ne peut dire ce que sera l'ordre de sécurité européen et la place qu'y occupera l'OTAN, et moins encore la Russie, après cette guerre. Le second peut sembler dépassé : l'appétit de l'Occident pour les engagements militaires extérieurs s'est sensiblement réduit. Mais les autres se sont mis à notre école et nous contraindront peut-être d'y revenir. Sommes-nous si sûrs de pouvoir rester à l'écart de la guerre d'Ukraine ? Il se peut que l'euphorie stratégique occidentale de l'après-Guerre froide, qui a été à l'origine des erreurs les plus sérieuses envers la Russie, revienne nous hanter.

GILLES ANDRÉANI

L'UKRAINE A TOUJOURS ASPIRÉ À ÊTRE LIBRE

L'Ukraine, pays des Cosaques, (...) est située entre la Petite-Tartarie, la Pologne et la Moscovie. Ce pays a environ cent de nos lieues du midi au septentrion et presque autant de l'orient au couchant. Il est partagé en deux parties à peu près égales par le Borysthène, qui le traverse en coulant du nord-ouest au sud-est : la principale ville est Bathurin, sur la petite rivière de Sem. La partie la plus septentrionale de l'Ukraine est cultivée et riche. La plus méridionale, située près du quarante-huitième degré, est un des pays les plus fertiles du monde, et les plus déserts. Le mauvais gouvernement y étouffait le bien que la nature s'efforce de faire aux hommes. Les habitants de ces cantons, voisins de la Petite-Tartarie, ne semaient ni ne plantaient, parce que les Tartares de Budziack, ceux de Précop, les Moldaves, tous peuples brigands, auraient ravagé leurs moissons.

L'Ukraine a toujours aspiré à être libre ; mais, étant entourée de la Moscovie, des États du Grand Seigneur et de la Pologne, il lui a fallu chercher un protecteur, et par conséquent un maître dans l'un de ces trois États. Elle se mit d'abord sous la protection de la Pologne, qui la traita trop en sujette ; elle se donna depuis au Moscovite, qui la gouverna en esclave autant qu'il le put. D'abord les Ukrainiens jouirent du privilège d'élire un prince sous le nom de général ; mais bientôt ils furent dépouillés de ce droit et leur général fut nommé par la cour de Moscou.

VOLTAIRE, *Histoire de Charles XII* (1731), Hachette, 1912, p. 132-133.